

NON A LA HIERARCHISATION DES DISCRIMINATIONS

Le 26 mars 2008

« Les victimes de discriminations ne sont pas toutes dans la même situation. Gardons-nous donc d'aller trop vite et de faire des amalgames qui pourraient leur nuire. »

C'est par ces mots scandaleux que la secrétaire d'État à la Solidarité a justifié le mardi 22 mars au soir, que la loi rétablisse une hiérarchie entre les victimes de discriminations.

Un projet de loi adopté par l'Assemblée nationale ce mardi 25 mars, dont l'objet est de terminer la transposition de directives européennes contre les discriminations dans le droit français, vient en effet de consacrer le principe de protections différenciées contre les discriminations, suivant leur catégorie. Ainsi les discriminations directes ou indirectes liées à l'origine ou à la race sont-elles combattues par la loi dans tous les domaines de la vie courante, dont l'accès aux biens et aux services, à la santé, à l'éducation, à la protection sociale, etc. Les autres discriminations, notamment celles liées au handicap, à l'âge ou à l'orientation sexuelle ne sont définies que dans le domaine de l'emploi. Et ce, en totale contradiction avec la tradition récente droit français, qui, par touches successives s'est au contraire uniformisé, et combat depuis 2004 l'ensemble des discriminations avec une sévérité égale, quels qu'en soient les motifs.

Le vote de ce projet de loi par la majorité, et les arguments défendus par le gouvernement, constituent une grave rupture avec les engagements pris par Nicolas Sarkozy lorsqu'il était candidat à l'élection présidentielle. Pour le gouvernement, il est en effet dans l'ordre des choses que d'assurer une moins bonne protection aux victimes d'homophobie qu'aux victimes de racisme.

Nous demandons à Xavier Bertrand, ministre du Travail, d'enfin s'engager en faveur d'un dialogue social incluant la lutte contre toutes les discriminations, que le gouvernement a refusé d'encourager par des mesures incitatives, au mépris des engagements de campagne.

Enfin, alors qu'un nouveau projet de directive qui traiterai de toutes les discriminations est actuellement à l'étude à la Commission européenne, il apparaît que la France défend à Bruxelles un texte qui limiterait son champ d'intervention au handicap. Et ce, en contradiction la plus totale avec les engagements pris lors de la campagne présidentielle, et malgré les propos rassurants tenus à l'Inter-LGBT, tant par Matignon que l'Élysée. Nous demandons au président de la République de clarifier la position qu'il défend au nom de la France, à la veille de la présidence française de l'Union européenne : oui ou non, veut-il combattre toutes les discriminations avec une égale détermination ?



L'association Alter Égaux est née en 2002 et avait pour sous titre : Mouvement revendicatif Lesbien, Gay, Bi, Transgenre de Meurthe & Moselle, ce fut la première association LGBT du département. Maintenant, Alter Égaux est la première association LGBTH de France, qui évolue vers une lutte contre toute forme d'inégalités de droits en France. Comme chacun peut lutter contre le racisme, l'homophobie ou l'hétérophobie; L'hétérosexuel à toute sa place dans notre association. En luttant contre toute forme de discriminations et avec une volonté de travail inter associatif, nous souhaitons une égalité des droits pour toutes et tous, sans conditions, ni communautés spécifiques, ce qui nous rassemble, c'est l'égalité des droits. Aujourd'hui les choses ont évolué, et Alter Égaux prend compte de l'évolution de notre société en restant fidèle à ses principes d'origines.

L'association Alter Égaux se réfère aux Droits de l'Homme et du Citoyen, à la Séparation des Églises et de l'Etat, à la laïcité, aux valeurs de la République : LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE. Mais Alter Égaux n'est affiliée à aucun parti politique ou syndicats.

Nous assumons la responsabilité politique de notre combat.

C'est contre toutes inégalités de droits, dans notre pays, que nous combattons aujourd'hui, nous nous interdisons tout Communautarisme, c'est contre le racisme, le sexisme, la xénophobie et toutes les formes de discriminations que nous nous soulevons.

Combien de fois, dans la rue, dans les cours d'écoles, nous avons entendu les gens s'insulter de PD, de gouine, sale arabe, sale juif, enculé... et nous en oublions

L'égalité des droits est primordiale, elle ne doit en aucun cas être utopique, comme on voudrait nous le faire croire... C'est par des valeurs d'entraide, de tolérance, de solidarité, que nous pourrions faire évoluer notre société.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés, de toutes les personnes qui adhèrent à nos valeurs, les partagent, et souhaitent les diffuser auprès de nos concitoyens... C'est un travail de longue haleine pour faire évoluer la mentalité des gens, mais avec de la volonté, de la persévérance, de la témérité et du courage que nous pourrions tous ensemble y arriver. Nous y croyons fortement, et vous ?

Rejoignez nous et luttons ensemble...

Pour nous joindre :

Responsable National : Yohan DRIAN

Tél. : 06.01.81.32.00

Contact :

<http://associationalteregaux.e-monsite.com/>

contacts.associationalteregaux@laposte.net

RESEAU LORRAINE :

Responsable : Cédric INGOLD

Association Alter Égaux c/o Yohan DRIAN 4 Rue du téméraire 54000 NANCY

alteregaux.lorraine@laposte.net

RESEAU ALSACE :

Responsable : Philippe ROTH

Association Alter Égaux Philippe ROTH - c/o MOKO&CO 6 place de la Gare 68000 COLMAR

alteregaux.alsace@laposte.net